

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Polémique-entre-la-Bolivie-et-le-Bresil-a-propos-du-futur-Gazoduc>

Polémique entre la Bolivie et le Brésil à propos du futur Gazoduc

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mardi 16 mai 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[El Correo](#). Paris, le 16 mai 2006

[Leer en español](#)

La réponse du Brésil aux déclarations du ministre bolivien des hydrocarbures ne s'est pas faite attendre. Le ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorim, a affirmé que sans la participation de la compagnie pétrolière Petrobras il n'y aurait pas de gazoduc sud-américain. Ou alors le gazoduc devra faire un tel détour qu'il deviendra le gazoduc de l'Ouest", a ironisé le ministre brésilien.

Le ministre bolivien des hydrocarbures, Andrés Soliz, qui avait déclaré que la Bolivie ne participerait pas au projet de gazoduc si Petrobras en faisait partie, posant comme condition à la participation de la Bolivie au projet de gazoduc sud-américain, la renationalisation par le Brésil de la compagnie pétrolière Petrobras.

"Petrobras va devoir prendre une décision, mais je puis vous assurer que tant que Petrobras aura comme actionnaires majoritaires ces grandes multinationales, je crois savoir que le gouvernement du président Evo Morales ne donnera pas l'autorisation pour participer au gazoduc", a déclaré M. Soliz devant le parlement.

Le ministre a affirmé que "60% de Petrobras est aux mains de multinationales". "Petrobras va devoir prendre une décision, mais je puis vous assurer que tant que Petrobras aura comme actionnaires majoritaires ces grandes multinationales, je crois savoir que le gouvernement du président Evo Morales ne donnera pas l'autorisation de participer au gazoduc", a déclaré M. Soliz devant le Parlement.

L'Etat brésilien contrôle plus de 55% des actions avec droit de vote mais seulement 32,7% du capital social de Petrobras. Le reste est réparti entre une banque d'Etat (7,6%), un fonds regroupant les employés (2,6%) tandis que 57,1% des actions sont cotées en bourse au Brésil et à l'étranger (notamment aux Etats-Unis).

Le projet de gazoduc sud-américain est un projet ambitieux pour transporter du gaz entre le Venezuela, le Brésil et l'Argentine, et récemment la Bolivie a été invitée à en faire partie.

Lors du sommet UE-Amérique latine de Vienne, le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé qu'il avait également invité le Chili à intégrer le projet qui devrait réunir les compagnies pétrolières publiques de chaque pays. Lors de la conférence de Vienne, Evo Morales a rencontré le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva se sont rencontrés dans un hôtel de Vienne pour surmonter la crise. "Nous sommes voisins et donc alliés", a déclaré Evo Morales à des journalistes, en dénonçant un "malentendu" médiatique.

La Bolivie veut récupérer le contrôle de ses ressources naturelles

La nationalisation des hydrocarbures doit permettre à la Bolivie "de ne plus être un Etat mendiant", Avait déclaré déclaré lundi 15 mai le président bolivien Evo Morales devant le Parlement européen à Strasbourg.

"Mon désir est de ne plus être un Etat mendiant dans deux ou trois ans", a-t-il déclaré devant la presse après avoir martelé devant les eurodéputés que "la nationalisation n'a pas l'objectif d'expulser qui que ce soit".

"Nous avons décidé de reprendre en mains nos ressources naturelles renouvelables ou non pour changer de cap et résoudre nos problèmes sociaux et économiques", a-t-il expliqué.

"Les entreprises étrangères pourront être associées mais elles ne peuvent pas être les maîtres de nos hydrocarbures, c'est nous qui contrôlons et notre pays aussi gagnera de l'argent", a-t-il expliqué.

Dans la foulée, le ministre bolivien des Affaires étrangères, David Choquehuanca Céspedes, a réaffirmé la détermination de son pays à récupérer le contrôle de toutes ses ressources naturelles, tout en assurant "la sécurité légale" des investisseurs étrangers, en marge de la 5e session du Forum permanent des Nations unies sur les peuples indigènes, qui se tient jusqu'au 26 mai au siège de l'Onu. "Nous allons récupérer toutes nos ressources naturelles", a-t-il répondu à la presse, à la question de savoir si son gouvernement prévoyait une nouvelle série de nationalisations après celle des hydrocarbures. "Les compagnies multinationales ne sont pas sur le point de quitter la Bolivie. Elles vont continuer à y faire des profits". "Ce que nous voulons, c'est fournir une sécurité légale aux investisseurs étrangers". Les nouvelles règles sont en cours de négociation avec plusieurs pays concernés comme le Brésil, l'Espagne et la France, a-t-il précisé.

Il a indiqué que les futures nationalisations concerneraient la terre et les ressources en bois et en eau. Ces déclarations interviennent alors que le ministre espagnol de l'Economie et des Finances, Pedro Solbes, a jugé mardi "inacceptable" le transfert "sans compensation" à l'Etat bolivien des actions de compagnies pétrolières, ajoutant qu'il ne peut y avoir d'investissements étrangers sans "sécurité juridique" en Amérique latine.

Le gouvernement bolivien a donné lundi trois jours aux administrateurs de fonds de pension, le groupe espagnol BBVA et le suisse Zurich Financial Service, pour qu'ils transfèrent "à titre gratuit" leurs actions dans les compagnies pétrolières Andina (Repsol), Tranredes (British Petroleum) et Chaco (Shell), à la compagnie publique Yacimientos Petroliferos Fiscales (YPFB) contrôlant les ressources pétrolières nationalisées. Le président bolivien Evo Morales a donné aux compagnies étrangères opérant en Bolivie 180 jours pour négocier de nouveaux contrats avec la compagnie nationale des hydrocarbures.